

# Calais : bulldozers et policiers contre les camps de migrants

vendredi 30 mai 2014, par [A l'Encontre](#) (Date de rédaction antérieure : 29 mai 2014).

A Calais, le mercredi 28 mai 2014, la police française a détruit avec un bulldozer des camps de tentes plus que fragiles « protégeant » des migrant·e·s, quelque 700. Pour la plupart d'origine syrienne, afghane, érythréenne, fuyant des conflits, des violences et des persécutions, ils étaient installés dans la ville. La police le fit, comme le reportage de la BBC World l'a montré, sous le regard d'un petit groupe de membres du Front national de la ville de Calais. Conséquence : les problèmes sanitaires invoqués pour cette opération – et qui étaient négligés depuis des mois – ne feront que se renforcer, comme la détresse extrême de ces êtres humains. Les reportages ont constaté leur refus de monter dans les bus, car ce sont les mêmes policiers qui les « réveillent le matin » à coups de pied qui les invitaient à « prendre un moyen de transport » pour se « faire soigner ».

Les associations présentes aux côtés des immigré·e·s alertaient depuis des semaines les autorités sur les conditions de plus en plus atroces et humiliantes dans lesquelles se trouvaient plongés ces migrants. Le gouvernement de Valls a choisi de disperser ces migrants sur le territoire pour les rendre moins visibles. Une « dispersion » qui rend leurs conditions de vie encore plus insupportables. Pourtant, même à minima, il aurait été possible de mettre en œuvre un dispositif humanitaire d'urgence par l'Etat, placé sous la responsabilité de Médecins du monde et du Haut-Commissariat aux réfugiés, structures disposant du personnel pour mettre en place, durant une période transitoire, des « campements adéquats ».

Le gouvernement du « social-libéral » – spécialiste de la chasse aux Roms – Manuel Valls s'y est refusé. Une manifestation aura lieu le 31 mai à 14 heures sur la place d'Armes à Calais. Espérons que la gauche internationaliste y soit présente aux côtés de tous ceux qui comprennent que cette défense des droits des migrants s'inscrit dans le cadre d'une bataille d'ensemble pour les droits démocratiques et sociaux qui sont la cible des dites « réformes structurelles ». Nous publions, ci-dessous, la lettre envoyée à Manuel Valls le 27 mai 2014 par les associations qui soutiennent ces migrants [1] et qui ont démontré une volonté qui doit interroger l'inaction à ce propos d'une partie de la « gauche radicale » en Europe.

**Rédaction A l'Encontre**

---

## Notes

[1] Disponible sur ESSF (article 3205), [Fragments mécréants IV : Hantologies de l'Etre juif](#).